

## **Métamorphoses et constantes de la gauche<sup>1</sup> Par Benjamin Matalon, Psychosociologue**

Pendant longtemps, et encore il y a encore vingt-cinq ou trente ans, en France et à l'époque du Programme commun, définir ce qu'était être de gauche n'aurait guère été difficile : c'était être contre le capitalisme et pour la classe ouvrière, et s'employer à construire une société nouvelle, plus juste, par l'appropriation collective des moyens de production. En attendant, concession non reconnue en France à la social-démocratie, on s'efforçait, souvent efficacement, d'améliorer la situation des classes laborieuses. Les différences avec la droite étaient évidentes, et rares étaient ceux qui soutenaient que cette distinction ne fût plus pertinente, bien qu'il ait été alors plus difficile de définir la droite.

La gauche ne s'est pas toujours définie de cette façon : au XIX<sup>ème</sup>. siècle, le terme a commencé par désigner les républicains contre les royalistes, puis les anticléricaux contre la droite catholique, ce qui permettait de regrouper radicaux et une partie des socialistes malgré leurs différences sur la plupart des autres problèmes. Cette dernière opposition, sans être aussi centrale aujourd'hui, perdure. Certes, rares sont ceux qui maintenant à droite s'opposent ouvertement à la laïcité, mais c'est la droite qui a toujours défendu l'école libre, et c'est d'elle qu'est venue l'idée d'écoles privées sous contrat, qui permettait à l'État de les financer. Mais c'est à droite qu'on trouve maintenant les défenseurs les plus rigoureux de la laïcité quand il s'agit de l'opposer à l'islam.

Les premiers socialistes ne se considéraient pas comme étant de gauche. Pour eux, l'opposition gauche-droite était interne à la bourgeoisie et donc ne les concernait pas. Ce n'est que vers la fin du XIX<sup>ème</sup>. siècle qu'une partie des républicains s'est rapprochée du mouvement ouvrier socialiste (les anarchistes, puissants dans les syndicats, ne voulaient pas de ce rapprochement). Mais cette dualité subsiste sous différentes formes : la synthèse entre un courant individualiste, libéral, républicain, directement issu de la pensée des Lumières, et le courant marxiste n'a jamais été complète, et aujourd'hui encore la dénonciation du « social-libéralisme » est essentielle pour une partie de la gauche, alors que ceux qui sont ainsi stigmatisés estiment, eux aussi, être de gauche..

En 1977, Touchard distinguait trois gauches : le radicalisme, le socialisme et le communisme, ce qui correspondait aux principales organisations de l'époque, mais sous-estimait peut-être les différences internes à chacune.. Aujourd'hui, les radicaux ont pratiquement disparu, la scission de 1973 étant l'aboutissement de leur ambiguïté permanente. Il reste à gauche les socialistes, les communistes, et une extrême gauche hétérogène, qui occupe une place qui prend de l'importance à mesure que celle du Parti Communiste rétrécit et que ses positions deviennent plus floues. En plus sont apparus les Verts, la seule position vraiment nouvelle, qui s'allient à la gauche tout en prétendant ne pas en faire partie et se situer ailleurs.

Pour clarifier les différentes positions, il faut admettre l'existence de deux gauches, l'une communiste, antilibérale et anticapitaliste, qui se cherche des modèles depuis l'effondrement de l'URSS (ou depuis l'avènement du stalinisme pour les trotskystes), l'autre socio-démocrate, acceptant le capitalisme et le marché, mais prônant un état-providence qui limite le marché par des services publics forts et en atténue certaines conséquences par la redistribution. Les tenants de ces deux positions tiennent à se dire de gauche, même s'il reste à l'occasion des excommunications réciproques, quand l'urgence de certains problèmes, la

---

<sup>1</sup> Inutile de le cacher : je me situe à gauche. Malgré mes efforts d'objectivité, je parle de la gauche de l'intérieur, même quand je la critique, et de la droite de l'extérieur, même quand j'y trouve de l'intérêt.

présence du fascisme par exemple, ou des intérêts électoraux n'imposent pas un minimum d'unité.

Qu'ont en commun ces deux courants qui justifie de les considérer comme étant de gauche ? Ne faudrait-il pas plutôt admettre simplement l'existence d'une filiation commune à l'une et à l'autre, le réformisme social-démocrate étant un rejeton modéré du communisme révolutionnaire ? On peut y voir une évolution relativement continue, les premiers socialistes réformistes ne se distinguant des révolutionnaires que par le choix des méthodes, progressives et légales, et non par leur objectif. Mais je vais quand même tenter de montrer qu'il existe aussi entre eux des éléments d'une culture commune.

En 2006, on est loin du programme commun dont les nationalisations étaient un élément central. La plupart des entreprises nationalisées après 81, et un certain nombre d'autres qui étaient publiques depuis beaucoup plus longtemps, souvent qui l'avaient toujours été, ont été privatisées, y compris par des gouvernements de gauche. La propriété collective des moyens de production apparait maintenant, au moins à une partie de ceux qu'on peut considérer de gauche (mais les autres estimeront qu'en pensant cela, ils cessent de l'être) soit comme un archaïsme à abandonner, soit, au mieux, comme un *moyen*, discutable comme tout moyen, pas comme une fin en soi. Blair dit qu'il faut nationaliser ou privatiser selon les besoins de la situation. Strauss-Kahn propose des « nationalisations provisoires » pour éviter la délocalisation des entreprises en difficulté. Mais le tabou n'est pas levé pour tous, et la disparition de cet objectif relativement bien défini laisse la gauche hésitante et sans vision à long terme.

La focalisation sur la propriété collective, ou étatique, essentielle pendant longtemps, a détourné de la réflexion sur les fins, puisqu'elle était devenue, et reste encore pour certains, une fin en elle-même. D'ailleurs son rôle a été ambigu : en tant qu'idéal, cet objectif, cette utopie, a été une puissante motivation d'adhésion et de militantisme pour les mouvements qui s'en réclamaient ; mais il n'inspirait guère leur pratique quotidienne, qui cherchait plutôt à tirer le meilleur parti de la société dans laquelle ils vivaient, en fait ayant « en attendant » une pratique social démocrate sans le reconnaître, au moins là où ces mouvements étaient assez puissants pour peser, mais sans avoir la totalité du pouvoir. En dehors des pays où le Parti Communiste l'a pris, les nationalisations ont été rares. On ne peut guère citer que celles effectuées par le Parti Travailleiste britannique en 1945, et celles de la gauche en France en 1981. Les autres (en France, pour citer les plus importantes, celles de la SNCF, de Renault, la création d'EDF) répondaient plus à des motivations conjoncturelles, ou à l'idée que c'est à l'État d'assurer les services publics, qu'à un projet de société différente<sup>2</sup>.

Ce sont donc les valeurs essentielles qu'il faut maintenant définir. Certains crient à la trahison, à l'abandon des idées fondamentales, alors qu'à l'opposé d'autres invoquent l'efficacité économique du marché, mais personne ne peut se dispenser (mais en fait s'en dispense trop souvent) d'une réflexion sur la place à accorder à celui-ci. Entre le tout-marché de certains libéraux et une économie entièrement administrée, il y a place pour diverses possibilités, à évaluer en fonction des objectifs qu'on s'assigne. Mais l'« économie sociale de marché » reste à définir. C'est néanmoins là qu'on peut repérer quelques clivages entre la gauche, même celle dite « de gouvernement », et la droite, mais ils sont certes beaucoup moins profonds qu'ils ne l'ont été.

---

<sup>2</sup> Dès la mise en circulation des premiers chemins de fer, le problème s'était posé, et une délibération de la Chambre avait abouti à la conclusion que l'État doit assurer les activités nécessaires mais non-rentables, les rentables devant être laissées au privé (loi de 1842).

Quant à la classe ouvrière, dont la gauche s'est toujours voulue la représentante, si elle n'est pas en train de disparaître comme l'affirment certains, elle perd une grande partie de sa spécificité, et les différences entre ouvriers et employés s'atténuent. De nombreux cadres se situent à gauche, et jouent un rôle important dans ses organisations, ce qui fait que celles-ci ne peuvent plus être considérées seulement comme représentant et défendant en premier lieu les intérêts du prolétariat. D'ailleurs le sens de ce dernier terme est devenu flou : pour Marx et ses contemporains, les prolétaires se caractérisaient par le fait qu'ils n'étaient pas propriétaires de leur moyen de production, ce qui était en effet le cas des ouvriers. Mais maintenant les cadres n'en sont pas plus propriétaires. Le salariat s'est étendu et ne peut plus servir à définir une classe. Et l'augmentation récente du nombre d'exclus, du Lumpenprolétariat si méprisé par Marx, et qui pour la plupart sont loin de toute politique, vient encore brouiller les repères liés aux notions de classe et de parti de classe. Actuellement, la base sociale de la gauche, ce sont les salariés, et non spécifiquement les ouvriers. On voit même apparaître des « patrons de gauche », ce qui aurait été considéré il n'y a pas si longtemps comme une contradiction dans les termes<sup>3</sup>.

On peut d'ailleurs s'interroger sur le caractère de classe des mouvements de gauche. Les liens avec la classe ouvrière étaient un dogme. En fait ces liens se sont distendus, et on peut se demander si, aujourd'hui, elle peut être porteuse de l'émancipation de toute l'humanité, comme le pensaient Marx et ses continuateurs. Les ouvriers sont nombreux à voter pour l'extrême droite, ils sont souvent puritains et partisans de solutions autoritaires, à l'opposé d'une bonne partie des classes moyennes. Ils ne sont plus nombreux à adhérer aux idées, aux idéaux, de la gauche. La volonté de justice sociale amène à vouloir défendre les plus démunis, mais ceux-ci ne semblent pas y croire. On peut douter que la gauche ait encore une base sociale bien définie, et si oui, laquelle. Mais ce sont une fois de plus des questions qu'on évite de poser.

Devant ces transformations, il est normal de se demander s'il y a encore aujourd'hui une gauche vraiment distincte de la droite, alors que personne ne doute qu'il y ait encore une droite. La gauche aurait-elle disparu ? L'échec du communisme, du « socialisme réel », est-il celui de toute la gauche, y compris de celle qui s'y est toujours opposée ? Ou faut-il admettre que la gauche véritable, celle qui est vraiment distincte de la droite, est confinée à l'extrême-gauche anti-stalinienne ?

Sauf là, et encore, on ne rêve plus à la disparition du capitalisme ou du libéralisme. Une majorité de ceux qui se situent, et qu'on situe, à gauche admettent que la rupture avec celui-ci n'est plus un but à poursuivre pour lui-même, et qu'il est difficile de continuer à y croire, du moins sous les formes selon lesquelles il avait été envisagé jusqu'à présent, et d'autant moins qu'on n'a pas de projet précis à lui opposer. Ce grand soir, qui a tant fait rêver et se battre, s'est révélé soit inatteignable, soit engendrant des conséquences contraires au but poursuivi. Il faut donc chercher de nouveaux objectifs et de nouveaux moyens, en admettant qu'une rupture radicale avec la société actuelle est peu probable dans un avenir envisageable, peut-être faute d'imaginer quoi lui substituer. Le but, l'essentiel, c'est une société de plus en plus juste, mais le contenu de ce terme reste entièrement à définir, personne, à droite comme à gauche, ne se disant partisan d'une société injuste. Dans le champ économique, un problème

---

<sup>3</sup> Et encore maintenant : Louis Schweitzer, qui a été directeur de cabinet de Fabius quand il était Premier Ministre, puis PDG de Renault, disait au cours d'une interview qu'on peut être patron *et* de gauche, mais qu'on ne peut pas être un patron *de* gauche. Le déterminisme de la place s'impose.

central pour la gauche est maintenant celui de la place à accorder au marché, et de la façon de le réguler et d'en compenser certaines conséquences, pas de le supprimer totalement.

Le marché est économiquement efficace, mais aussi destructeur. En même temps qu'il permet le développement économique et l'élévation globale du niveau de vie, il crée du chômage et engendre de nouvelles inégalités. Est-il possible d'avoir les avantages du capitalisme sans en avoir les inconvénients ? N'est-ce pas vouloir le beurre et l'argent du beurre ? Pourtant, faute d'avoir un autre objectif à proposer, c'est le problème que la gauche doit résoudre, en explicitant ses objectifs.

Contrairement à la droite, la gauche ne s'accommode donc pas de toutes les conséquences du libre fonctionnement du marché, et particulièrement pas des inégalités qu'il engendre. On touche là à ce qui me semble une différence fondamentale entre les deux positions, un invariant qui les distingue au delà des fluctuations de l'histoire, ce qui me donne en même temps l'occasion d'une première caractérisation de la droite. Pour celle-ci, dans toutes ses variétés, *il y a toujours un ordre inévitable, naturel, et il faut l'accepter*<sup>4</sup>. Au cours de l'histoire, les justifications en ont été très diverses : l'ordre existant étant selon les époques présenté comme voulu par Dieu, ou fondé sur des inégalités et des hiérarchies naturelles, ou validé par la tradition, ou justifié par l'hérédité, ou encore le produit de la sélection des plus aptes. Dans les débats sur la génétique, la droite a toujours insisté sur l'importance de l'hérédité, considérée comme déterminée et déterminante, impossible à modifier. La gauche, de son côté, insiste sur l'importance de l'environnement, supposé manipulable à volonté. Maintenant, pour les libéraux, c'est le marché qui joue ce rôle de justification et de contrainte : il faudrait le laisser fonctionner librement, car la « main invisible » l'amène nécessairement à l'optimum. L'argumentation est dans son essence toujours la même : les choses ne peuvent pas être autrement, et même si certaines conséquences peuvent sembler regrettables, il est inutile d'essayer de s'y opposer : les mesures qu'on prendrait pour cela entraîneraient des effets pervers qui iraient à l'encontre du but recherché. Comme le disait Pangloss, tout n'est pas *bien*, mais tout est *pour le mieux*.

À gauche on a toujours refusé, ou plutôt ignoré, ces arguments, et mis en avant des *valeurs*, l'égalité surtout, et lutté pour les réaliser. En un mot, la gauche a toujours été *volontariste*, reconnaissant l'importance de la politique, avec le danger de se perdre dans l'irréalisme et l'utopie. Si l'acquisition, tardive en France, par une partie de la gauche, d'une « culture de gouvernement » a amené à reconnaître l'existence de contraintes auxquelles se heurtent les politiques, le débat se poursuit quant à la nature de ces contraintes et des moyens de les surmonter, et quant à celles dont il faut tenir compte. Ce qui ne veut pas dire les accepter passivement, avec toutes leurs conséquences ; le réalisme n'implique pas nécessairement la soumission. C'est le refus de reconnaître l'existence des contraintes qui amène à l'échec. Ce n'est pas en refusant de tenir compte de la gravitation qu'on a pu concevoir des avions qui

---

<sup>4</sup> Cette position peut évidemment amener à un conservatisme systématique, mais ce n'est pas toujours le cas. Pour certains, à droite, la société telle qu'elle est ne réalise pas complètement cet ordre nécessaire, il faut donc lutter pour l'établir ou le restaurer. C'est pourquoi on peut être de droite et se dire sincèrement réformiste ou même révolutionnaire. Mais ça n'a évidemment rien de commun avec ce que ces termes désignent à gauche, même si, leur sens a évolué. Les premiers socialistes à se dire réformistes se distinguaient des révolutionnaires par leur choix de méthodes légales et graduées, mais leur objectif était le même : la société sans classes et la propriété collective des moyens de production. Ce n'est plus le cas depuis longtemps. Même ceux qui aujourd'hui, à gauche, préconisent la « rupture » apparaîtraient bien timides aux yeux des « réformistes » des années 20 ou 30. Mais en même temps, même la droite propose, et parfois réalise, des mesures qui auraient paru à l'époque complètement utopiques.

volent, mais acceptant les lois de la mécanique et en s'appuyant sur elles. Être volontariste n'implique pas qu'on puisse faire n'importe quoi, mais exige de ne pas baisser les bras.

Ceci dit, affirmer des valeurs ne suffit pas : il faut encore savoir comment les réaliser, par quels moyens. Et là, il faut reconnaître que la gauche actuelle n'a guère d'idées. Il y a eu dans le passé de grands objectifs : l'appropriation collective des moyens de production ou, du côté social-démocrate, l'état-providence, mais maintenant il n'y a pas de projet de même ampleur. La gauche agit au jour le jour, réalise, lorsque c'est possible, des améliorations à la marge, qui ne sont certes pas négligeables, mais elle ne fait plus rêver. Sa chance est peut-être que la droite ne fasse pas rêver non plus. Mais pour elle c'est moins grave, il est dans sa nature de refuser ce qu'elle considère comme des utopies. Face à la gauche qu'elle dévalorise comme « idéologique », elle se veut réaliste.

Certes, la différence entre la gauche et la droite ne se limite pas à cela, qui constitue pourtant le centre de l'identité de la gauche. D'autres oppositions, moins évidentes, sont peut-être plus profondes.

Pendant longtemps on a opposé le « parti de l'ordre » au « parti du mouvement », les conservateurs aux progressistes. Cette distinction est maintenant brouillée, alors que les libéraux se veulent réformistes, qu'on parle de « révolution conservatrice », et que les syndicats se battent pour conserver les « avantages acquis »<sup>5</sup>.

Il est aussi habituel de dire que la gauche défend les *droits*, et que la droite insiste sur les *devoirs*, que la droite met en avant la *responsabilité* et la gauche la *protection* ; devant la pauvreté, la gauche prône la *justice* et la *solidarité*, la droite la *charité* et la *compassion*.

En ce qui concerne les valeurs, la droite prétend défendre en premier lieu la liberté, avec toutes ses conséquences, en particulier la responsabilité individuelle, et la gauche l'égalité. C'est à peu près vrai en économie : la droite a toujours défendu le droit de propriété et la liberté d'entreprendre, même quand elle a été tentée par une économie administrée ; mais les priorités s'inversent lorsqu'on passe à d'autres domaines. C'est la droite qui a toujours défendu l'ordre moral, autrefois<sup>6</sup> garant du maintien de l'ordre social et, espérait-elle, de l'acceptation de leur sort par les travailleurs. Et, malgré le stalinisme, il y a eu en définitive plus de régimes autoritaires ou totalitaires de droite que de gauche.

Mais si ce qui caractérise la gauche, ce sont ses valeurs (en premier lieu l'égalité et la solidarité, ensuite la liberté, j'y reviendrai) et, devant le constat évident qu'elles ne sont pas pleinement réalisées, la volonté de lutter pour elles, de quels moyens dispose-t-elle maintenant ?

Accepter le marché en cherchant à éviter certaines des conséquences de son libre fonctionnement suppose que, à gauche, on se pose autrement que par l'invocation de grands principes, et qu'on résolve, plusieurs problèmes concrets immédiats. J'en citerai trois, il y en a bien d'autres :

---

<sup>5</sup> Il y a aussi un conservatisme de gauche : l'idée, rarement explicitée, mais prégnante, que rien de bon ne peut arriver en régime capitaliste amène à se méfier a priori de toute innovation. A cela s'ajoute que souvent celles-ci sont en général coûteuses. La gauche a commencé par s'opposer à la construction du métro de Paris parce qu'il serait nécessairement payant.

<sup>6</sup> Aujourd'hui, ce sont d'autres moyens qui tentent d'assurer la reproduction de l'ordre social. La partie de la droite qui reste accrochée à l'ordre moral apparaît comme menant un combat d'arrière-garde.

-Si on admet que les entreprises créent des emplois et contribuent au développement économique, jusqu'où peut-on aller dans les libertés à leur reconnaître et dans le soutien à leur accorder ? Cela suppose de ne pas condamner systématiquement la recherche du profit ni la concurrence, qu'on aborde de front, par exemple le problème de la politique fiscale et des aides de l'État et celui des limitations au droit de licencier ou à celui de polluer. En d'autres termes, comment trouver le bon équilibre entre atténuer les inégalités, lutter contre le chômage, préserver l'environnement, et ne pas nuire à l'efficacité économique ?<sup>7</sup> Pendant les « trente glorieuses » la forte croissance a permis sans trop de difficultés de concilier tous ces objectifs. Cette période est terminée.

-Quels sont les domaines qui ne doivent pas être régis par le marché, les activités non nécessairement rentables, mais indispensables et donc devant être accessibles à tous, et avoir par conséquent d'autres objectifs que la rentabilité<sup>8</sup>? Dans quels domaines, s'il y en a, l'intérêt général peut-il être assuré par le marché ? En d'autres termes, qu'est-ce qui devrait relever des services publics et comment doivent-ils être organisés pour être efficaces, tout en atteignant leurs objectifs, sans être guidés par le marché? Doivent-ils nécessairement être fournis par des administrations ou des entreprises *publiques* en situation de *monopole*, comme on l'a longtemps admis en France ? Cela amène à une comparaison des statuts public et privé, une réflexion sur le rôle, l'efficacité et les effets pervers de la concurrence, et sur les interventions possibles et souhaitables, ou au contraire dangereuses, de la puissance publique. Il ne s'agit pas de nationaliser ou de privatiser par principe, mais comme instruments d'une politique. Ce qui suppose qu'on en ait une...

-Quelles sont les inégalités qu'il est nécessaire, juste, de réduire, ou même si possible de faire disparaître, et avec quels instruments ? La redistribution est-elle un bon moyen ? Si oui, de quels outils dispose-t-on ? Comment réaliser les conditions d'une véritable mobilité sociale qui compense les inégalités à la naissance, mais que l'école n'assure plus ? Réaliser une méritocratie, avec ses inégalités supposées justifiées et acceptées, peut-il constituer un objectif pour la gauche ?

Si on admet la légitimité de ces questions, la gauche se trouve devant un programme paradoxal, qui peut expliquer ses hésitations et parfois sa paralysie actuelles : lutter quotidiennement contre les effets du capitalisme sans chercher à l'abattre, lui laisser la possibilité de fonctionner, mais en limitant à la fois son emprise et ses conséquences. C'est le réformisme de gauche, certainement moins exaltant que de rêver aux lendemains qui chantent succédant au grand soir, point de départ d'une société enfin idéale, mais au moins on peut espérer, pas à pas, améliorer l'état des choses, comme la gauche l'a toujours fait, au pouvoir ou dans l'opposition. Car on ne peut ni attendre l'avènement d'une société nouvelle, ni compter sur le seul exercice du pouvoir gouvernemental pour atteindre les objectifs visés. À côté des partis, l'action des syndicats, des associations, des mouvements, peut être tout aussi efficace, même quand c'est la droite qui est au pouvoir. Le Sisyphe socialiste ne croit plus qu'il pourra mener son rocher tout en haut de la montagne, là où il sera enfin parfaitement en équilibre, mais il peut espérer l'amener chaque fois plus haut. Ses efforts ne seront alors pas inutiles.

---

<sup>7</sup> On peut aussi, et certains soutiennent ce point de vue, considérer, à la fois contre le marxisme et contre le libéralisme, qu'en attendant tout de la croissance économique on se lance dans une course sans fin, et qu'il faut orienter notre société dans une autre direction, moins axée sur le bien-être matériel. Les problèmes énoncés ici seraient alors complètement transformés.

<sup>8</sup> Cela suppose qu'on se donne les moyens d'évaluer l'*efficacité* d'un service public, pour éviter le risque de sclérose bureaucratique, toujours présent faute de sanction du marché.

L'égalité peut être considérée comme la valeur centrale de toutes les gauches. Mais son incarnation n'est pas évidente, et des divergences importantes peuvent apparaître à ce propos. Personne, en fait, ne préconise une société parfaitement égalitaire. Toutes les inégalités ne se valent pas. Que certains puissent manger du caviar tous les jours et pas d'autres ne peut pas être mis sur le même plan que le fait que certains mangent à leur faim tous les jours et pas d'autres. Une forte majorité, même à gauche, estime que l'égalité parfaite des revenus serait injuste, ne tenant compte ni de l'utilité des différentes activités, ni de leur difficulté ou de leur pénibilité, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'on accepte la légitimité de la hiérarchie actuelle des revenus, ni la largeur de leur éventail. Viser une égalité parfaite des conditions reviendrait à condamner la poursuite de satisfactions personnelles et la compétition, ce à quoi la gauche se laisse parfois aller, refusant de reconnaître la réalité et l'importance des aspirations individuelles<sup>9</sup>.

On oppose parfois *égalité* et *équité*, ce dernier terme désignant des inégalités « justes », visant à rétablir une égalité réelle. Il ne s'agit pas seulement de discrimination positive, thème apparu récemment dans les discussions politiques, mais, par exemple, de la progressivité de l'impôt sur le revenu, qui va évidemment à l'encontre de l'égalité de traitement par l'État. Mais l'équité étant moins facile à définir objectivement que l'égalité, on peut craindre que, en son nom, on ne justifie n'importe quelle inégalité.

La gauche, tout en ayant sérieusement évolué, reste embarrassée devant cette situation nouvelle. Le clivage à l'intérieur de la gauche est profond quant à la position à avoir sur le capitalisme et le marché, et il reflète une coupure identique dans la population. Le rêve d'une « autre société » reste présent et vivant. Mais il n'est guère débattu.

Une réflexion sur la gauche actuelle ne peut pas laisser croire qu'elle est homogène, malgré les points communs que j'ai essayé de mettre en évidence. Il y a, bien sûr, l'opposition entre réformistes, plus ou moins libéraux, et révolutionnaires, qu'il faut plutôt aujourd'hui appeler partisans de la rupture avec le capitalisme. Mais même à l'intérieur de la « gauche de gouvernement », réformiste, qui ose maintenant en France, timidement, se dire social-démocrate, il existe, d'un tout autre point de vue, des clivages importants, qui traversent d'ailleurs aussi bien la gauche que la droite. Je m'arrêterai sur un des plus anciens, puisqu'on peut le faire remonter, sous des formes et avec des justifications très diverses, à l'opposition entre Jacobins et Girondins, qui s'est retrouvée un siècle plus tard dans celle entre marxistes et anarcho-syndicalistes, et plus près de nous entre la première et le deuxième gauche

Ce qui les distingue principalement, c'est l'attitude à l'égard de l'État : les premiers veulent s'appuyer sur lui pour assurer l'intérêt général et l'égalité, les seconds se méfient des risques d'uniformisation par des décisions venant d'en haut, et comptent plus sur des initiatives locales, des décisions prises au plus près des intéressés, une « société civile » plus active. Les premiers redoutent les disparités et les inégalités que des décisions décentralisées peuvent engendrer, les seconds l'absurdité de mesures trop uniformes. La position de la deuxième gauche s'est traduite dans les années 60 et 70 par la revendication d'autogestion, la prise en charge des entreprises par leurs travailleurs eux-mêmes, opposée à celle de nationalisation, mais ses partisans restaient en général muets sur la place à accorder au marché; malgré leurs réserves à son égard. Les autres, la « première gauche », à l'opposé, en accord avec la tradition colberto-jacobine française, préconisaient les nationalisations et la planification. Il semble que ce courant ait dominé en France, aussi bien à gauche qu'à droite, sous le nom de

---

<sup>9</sup> A droite, les plus libéraux commettent l'erreur inverse en ne tenant pas compte des motivations altruistes, qui existent tout autant.

« républicain ». Mais Rosanvallon, qui fut un des principaux théoriciens de la deuxième gauche, a consacré un de ses livres, *Le Modèle Politique Français*, à l'histoire de la permanence de l'opposition au jacobinisme. Les deux ont toujours coexisté.

Actuellement, ce clivage prend la forme de l'opposition entre la *loi* et le *contrat*, portée surtout par la CFDT. L'argument le plus fort en faveur du contrat, c'est évidemment d'être négocié aussi directement que possible par ceux qui sont concernés, évitant les rigidités, parfois les absurdités, d'une loi uniforme.. À quoi on peut objecter que la négociation d'un contrat est fortement marquée par des rapports de forces, que son issue ne fera que les traduire, et que le refus de la loi induira nécessairement des disparités contraires à l'esprit républicain. De toutes les façons, une réflexion sur le rôle de l'État et ses limites est indispensable, et ces oppositions, quelle que soit leur forme actuelle, nous montrent que le problème du rôle de l'État ne se réduit pas à l'opposition État / marché.

Tout ceci concerne l'économie. Pendant longtemps la gauche s'y est cantonnée, et ses revendications n'en dépassaient guère le champ. Plus exactement, il s'agissait toujours de revendications liées au travail, ce qui découle directement de la vulgate marxiste. A la fin du XIXème. siècle, de nombreux socialistes estimaient par exemple, contre Jaurès, qu'il n'y avait aucune raison de se mêler de l'Affaire Dreyfus, qui ne concernait pas directement les ouvriers.

Étendre ainsi le champ d'action de la gauche l'a contraint à affronter le problème de la liberté. La critique marxiste des « libertés formelles » et l'image du « renard libre dans un poulailler libre » ont fait que la liberté n'apparaissait pas comme une valeur essentielle à défendre dans l'immédiat, avec la conviction que de toute façon la véritable liberté ne pourrait être atteinte que dans une société socialiste, après la disparition de l'oppression de classe. Auparavant, la liberté ne peut être que la liberté du capitaliste.

On a en général évité d'affronter les contradictions possibles entre liberté et égalité. Il est évident que des personnes inégalement riches ne sont pas également libres. Anatole France disait que le clochard et le millionnaire sont également libres de coucher sous les ponts. Plus près de nous, on a critiqué la loi sur les 35 heures en faisant remarquer que tout le monde n'a pas les moyens de profiter vraiment du temps ainsi « libéré ». Les libéraux ne veulent pas voir le problème, considérant que les libertés formelles, les droits garantis par la loi, sont suffisants, alors que à gauche on a eu tendance à estimer que puisque les libertés formelles n'étaient pas suffisantes, elles n'étaient pas nécessaires. Mais l'exemple de l'URSS a montré de façon tragique que les libertés formelles ne sont pas si inutiles, et leur défense est maintenant reconnue comme essentielle. Peut-être parce que la base sociale de la gauche s'est élargie, au-delà des seuls ouvriers, d'autres problèmes se sont imposés.

A peu près depuis 68, on a commencé, timidement d'abord, et avec beaucoup de réticences, à intervenir sur les « problèmes de société », et à s'intéresser à de nouvelles revendications qu'on ne pouvait pas ramener à l'économie ou au travail, comme celles qui portaient sur l'avortement et la contraception, l'égalité hommes / femmes, les droits des homosexuels ou, dans un tout autre domaine, les préoccupations des écologistes<sup>10</sup>, ou le souci de la justice et des libertés publiques, souci certes affirmé, mais qui ne mobilisait guère..

---

<sup>10</sup> C'est la LCR qui a été la première, à gauche, à comprendre l'importance de ces nouveaux mouvements, mais quitte à soutenir n'importe quoi qui semblait protestataire.



La tradition marxiste amenait soit à considérer ces problèmes comme mineurs, soit à estimer qu'ils ne faisaient que masquer des problèmes économiques dont ils ne pouvaient être que l'expression indirecte. Ils détournent donc de la solution de ceux-ci, point de vue que venait renforcer un puritanisme fréquent chez les ouvriers. Mais on a depuis pris conscience qu'il y a des dominations et des injustices qui ne sont pas seulement économiques, et que tous les conflits ne se ramènent pas à la lutte des classes, même si celle-ci n'a pas disparu comme on voudrait nous le faire croire<sup>11</sup>.

Pendant longtemps, il a été difficile, à gauche, d'admettre qu'une ouvrière puisse rencontrer les mêmes problèmes que la femme de son patron. Il est vrai qu'au même moment certaines féministes refusaient qu'elle puisse se heurter aux mêmes difficultés que son mari et en être solidaire. Cette période est-elle complètement révolue ?

Une certaine ambiguïté subsiste. Il est significatif que, au cours de sa campagne électorale, Jospin n'ait mis en évidence ni le PACS ni la parité parmi les réalisations du gouvernement Jospin, pas plus que Giscard, d'ailleurs n'avait insisté à l'époque sur la loi sur l'IVG dans son bilan. Sur ces points, on pense que les électeurs sont plus conservateurs que les politiques, à moins que les politiques ne se retranchent derrière le conservatisme supposé de leur électorat pour justifier le leur. L'attitude à l'égard de la délinquance, longtemps considérée uniquement comme une conséquence des conditions économiques, et donc devant disparaître si celles-ci s'améliorent est aussi à cet égard significative. La « naïveté » avouée par Jospin sur ce point a été celle de toute la gauche, qui croit souvent encore que l'économie détermine tout, et donc que la diminution du chômage ferait diminuer mécaniquement la délinquance.<sup>12</sup>

Dans le domaine dit des « questions de société », domaine hétérogène, aux contours imprécis et qui n'a pas d'unité véritable, l'opposition entre la droite et la gauche n'est pas claire, les deux sont divisées. La droite, si attachée au libéralisme économique, si soucieuse de la liberté d'entreprendre, devient le plus souvent autoritaire dès qu'on quitte le champ de l'économie. La politique des gouvernements de droite a presque toujours été d'associer libéralisme économique et ordre moral.

Quoi qu'on pense sur ce dernier point, être de gauche aujourd'hui, ce devrait être viser à trouver un équilibre satisfaisant entre ces deux valeurs essentielles, mais souvent contradictoires, égalité et liberté, dont on peut d'ailleurs avoir des conceptions différentes. Tout le reste devrait être reconnu comme des moyens.

Si on accepte l'analyse précédente, il ne devrait pas être trop difficile de reconnaître si une personne, une organisation ou un programme sont ou non de gauche : le volontarisme et la recherche de l'égalité peuvent être souvent des critères suffisants. Pour l'essentiel, le champ ainsi défini serait unidimensionnel, allant des réformistes acceptant le marché, donc le capitalisme, avec des réserves plus ou moins fortes, jusqu'aux révolutionnaires radicaux voulant rompre complètement avec lui. Mais cela amènerait à négliger les différences sur les questions non-économiques, qui, rémanence de l'économisme passé, ne déterminent pas la structure des organisations.

---

<sup>11</sup> On a pu en avoir l'illusion pendant les « trente glorieuses » : quand la taille du gâteau s'accroît, une redistribution n'est pas trop difficile, et on accorde moins d'attention à sa répartition. On n'en est plus là.

<sup>12</sup> Les phénomènes sociaux sont plus complexes, et n'ont pas tous la même temporalité. La disparition d'une cause n'entraîne pas automatiquement ni immédiatement celle de ses conséquences.

Tout ce qui précède se limite, en fait, pour l'essentiel, à la « gauche de gouvernement », celle qui, en France après plusieurs autres partis de gauche en Europe, a renoncé en 1983, à créer une autre société et donc à chercher à abattre le capitalisme. Mais il reste une gauche qui n'a pas accepté ce tournant et reste attachée à l'idée d'une transformation profonde de la société dans tous ses aspects. Il y a, bien sûr, les organisations d'extrême gauche, trotskistes ou autres, et la nébuleuse altermondialiste. Mais il existe aussi, sans être nécessairement organisée, une mouvance aux limites mal définies, caractérisée par des attitudes de rejet radical de la société dans laquelle nous vivons. Notre société, fondée sur le droit de propriété, avec ses corollaires, l'échange marchand et la compétition, la consommation et la publicité, est rejetée sans appel. Attendre de la croissance économique la solution de nos problèmes est une illusion : elle ne fait que nous entraîner dans une spirale sans fin tout en détruisant l'environnement. On ne peut pas prendre comme objectif de consommer de plus en plus, en sacrifiant de plus en plus d'exclus de la croissance. Il faut remettre en cause la marchandisation du monde.

Il existe sans doute, quasi-invisibles, des groupes qui partagent ces idées et tentent de mener une réflexion sur ce que pourraient être une autre société, un autre développement et sur les moyens d'y parvenir. Mais c'est plus souvent une attitude individuelle, pas toujours explicitée, qui peut amener à un repli pessimiste sur la vie privée, ou parfois à un militantisme dans des organisations humanitaires, altermondialistes ou de défense des « sans »<sup>13</sup>. On en trouve même, ce qui est plus étonnant, dans des partis de gauche, qu'ils tentent de pousser le plus à gauche possible, sans qu'il s'agisse toujours d'un entrisme organisé, à moins qu'ils ne cherchent ailleurs des causes à la hauteur de leur idéal. Ceux qui étaient assez âgés pour cela se sont enflammés pour la Révolution Culturelle chinoise, où ils voyaient la réalisation d'un idéal libertaire (feu sur le Quartier Général !) ou pour les mouvements de libération d'Afrique ou d'Amérique du Sud. Aujourd'hui, leurs enfants soutiennent la lutte des Palestiniens, et espèrent un nouveau départ de la révolution en Amérique latine. Ils restent pessimistes quant à la possibilité de changement chez eux.

Cette mouvance hétérogène pèse peu directement, en Europe, sur la vie politique, bien qu'elle ait, par exemple, contribué au rejet du projet de loi constitutionnelle européenne. Mais elle peut attiser la mauvaise conscience de nombreux militants de la gauche « intégrée » qui se demandent toujours s'ils ne pactisent pas trop avec le capitalisme. La crainte de ne pas être assez à gauche est une constante, au moins en France.

---

<sup>13</sup> Sans papiers, sans logement, sans travail...

